

COMPTE RENDU CHS DI DU NORD DU 23 AVRIL 2010

Suite aux déclarations liminaires, le Président répond que le débat sur le stress est présent, mais qu'il relève de la politique; il reconnaît que les dépenses du CHS ne doivent pas être des dépenses de substitution.

Concernant le site de la Norfolkline, le Président annonce que le directeur des Douanes répondra; enfin les demandes de certificats de présence seront transmises à l'administration concernée, un retour sera fait au CHS.

La CGT précise que le site Norfolkline est un point noir pour les personnels et les agents; la CGT rappelle que quand un financement est refusé par le CHS, on insiste pour que le projet soit financé par les directions.

PRESENTATION DE LA NOTE D ORIENTATION 2010

Cette présentation est tardive car il y a eu de longues négociations en CHS Ministériel.

Pour la CGT, les problèmes de Troubles Musculo-Squelétiques risquent de ressortir quand des locaux ergonomiques sont modifiés constamment avec les restructurations, on change les parois et les bureaux de place, ces problèmes sont à suivre.

L'administration répond qu'elle encadre ses projets avec des intervenants extérieurs: ergonomes, architectes d'intérieurs, le rôle du CHS est un rôle complémentaire; l'administration craint que les restructurations de service ne continuent sur la même lancée.

Concernant la mise en place des Services des Impôts des Particuliers, à la Direction Régionale des Finances Publiques, l'administration précise que chaque opération est à deux niveaux:

-intégration des agents recouvrements au milieu des agents assiette, ce sont de très petits chantiers, on tire quelques câbles.

-les plus gros chantiers concernent les modifications de l'accueil, il n'y a donc pas 13 chantiers mais 7 assez conséquents avec modifications et réinstallation au milieu d'autre équipe.

La CGT intervient pour rectifier cette affirmation, certes, il n'y a peut-être pas 13 chantiers de travaux publics, mais 13 restructurations de services qui ont des conséquences en matière d'hygiène et de sécurité pour les personnels, avec des déposes et des déplacements de cloisons.

Concernant le site de la Norfolk, un groupe de travail multipartite a été monté. Un scanner sera installé à terme, c'est un projet global, un aménagement pour satisfaire l'ensemble des personnels; l'administration propose que l'Inspecteur Hygiène et Sécurité soit présent dans le groupe de travail. La CGT intervient pour souligner que c'est le seul site où il n'y a pas de hangar, les douanes anglaises et le service de la sécurité de la Norfolk ont un hangar de contrôle; la CGT demande un calendrier concret de mise en place d'un hangar pour que les agents puissent contrôler dans des conditions correctes.

L'administration répond que ce n'est pas elle qui finance ce projet.

La CGT soulève le problème de l'implantation future de la Direction Régionale des douanes de

Dunkerque sur le site de Crévic, beaucoup de personnes viennent en train ce qui posera problème car Crévic est très excentré.

L'administration répond qu'elle connaît le problème, ils vont densifier le site actuel de la direction, mais ils ne résoudre pas les problèmes individuels de chacun, on a 2-3 ans pour se préparer.

La CGT dénonce le fait qu'on relève des risques puis on réimplante les services, elle dénonce également le flou sur la question du devenir des agents.

L'administration répond qu'elle est victime de la transparence qu'elle a voulu dès le départ sur ce dossier, il y a beaucoup d'hypothèses et le dossier n'est pas bouclé, elle lance des idées qui évoluent, ce qui est anxiogène.

La CGT précise que le choix de Crévic est entériné, la phase de concertation concerne l'aménagement des locaux.

L'administration rappelle qu'elle n'est pas propriétaire du terrain, cela peut être remis en cause.

MISE EN PLACE DE LA DIRECCTE

Huit structures ont fusionnées pour donner naissance à la DIRECCTE.

La CGT dénonce une administration fourre-tout, au niveau régional et interrégional, qui entraîne des problèmes supplémentaires: des zones ne seront plus servies, des agents vont rencontrer des problèmes de déplacements, de sécurité.

L'administration informe le comité de la création d'un Comité Technique Paritaire Régional DIRECCTE d'ici au 31 12 2010, et d'un CHS DIRECCTE; elle rappelle qu'il ne peut y avoir de zone de non-droit, c'est un problème de programmation du travail; cela va entraîner des déplacements, on doit donc réfléchir à la sécurité à apporter aux collègues.

L'administration rappelle que la DGCCRF était une administration très performante, qu'au départ, la RGPP prévoyait qu'elle rejoigne en entier les DIRECCTES; elle ne pensait pas être coupée en deux, cela s'est fait avec une grande brutalité, cela a été très mal ressenti par les agents et par les cadres.

Quand on a travaillé longtemps ensemble, les découpages entraînent un traumatisme pour les collègues, qui doivent choisir entre la résidence ou la mission. Ce choix a dû se faire très rapidement, ce qui a entraîné stress et angoisse pour les collègues.

La CGT dénonce le fait qu'on ne sait même pas de quel CHS ces nouvelles directions dépendent, la CGT exprime son inquiétude sur le suivi des dossiers hygiène et sécurité lors du transfert de CHS.

VISITE DES TRESORERIES DE SOMAIN ET FOURMIES

L'administration rappelle que la DRFIP Nord doit gérer 109 immeubles; qu'une dizaine nécessitent des interventions importantes, et que se sont souvent des immeubles loués par des mairies.

A Somain, un rangement avec une aide extérieur sera réalisé.

A Fourmies cette année, un rangement sera organisé et l'administration fera réparer ce qui est réparable, le mobilier sera changé, l'espace repas sera installé en dehors des toilettes.

Concernant les fenêtres, contact sera pris avec la mairie pour un partage financier si nécessaire.

SIP

L'administration travaille sur la possibilité d'installer des vitrages sécurisés à quelques endroits à la place des grilles;

Désamiantage à Roubaix et Cambrai, un plan de retrait est établi, une réunion avec l'entreprise spécialisée pour protéger les ouvriers et les agents a eu lieu.

La CGT reconnaît que le désamiantage semble se faire maintenant dans les normes, mais il ne faut pas oublier les collègues qui ont travaillé pendant des années là où se trouvait de l'amiante.

QUESTIONS DIVERSES

L'administration informe le comité que les Instituts Régionaux d'Administration sont dorénavant rattachés au CHS.

La CGT signale qu'il n'y a plus de cahier hygiène et sécurité à la Cité administrative, et demande un nouveau registre.

L'administration fournira un nouveau cahier.